

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour août 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Les indicateurs clés de l'économie parisienne en août 2003*, et pour les huit premiers mois de l'année ** :

	<i>Ecart par rapport à août 2002</i>	<i>Ecart par rapport aux huit premiers mois de 2002</i>
La création d'entreprises	- 10,36%	+ 1,02%
Les investissements des entreprises	+ 4,24%	- 1,38%
L'endettement fiscal des entreprises	- 21,53%	+ 5,76%
L'endettement social des entreprises	+ 121,08%	- 6,11%
Les ouvertures de procédures collectives	- 34,34%	- 2,50%
Les liquidations judiciaires	-37,50%	-4,54%

Le stock des entreprises parisiennes en activité : +0,19% par rapport à juillet 2003

Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris en août : 0,5 jours (1)

La tendance du mois :

**Baisse des créations d'entreprises – Baisse des jugements d'ouverture de procédures collectives
Hausse des investissements – Baisse de l'endettement fiscal**

* Ces pourcentages expriment les hausses et les baisses par rapport au mois précédent.

** Ces pourcentages expriment les hausses et les baisses par rapport aux huit premiers mois de 2002

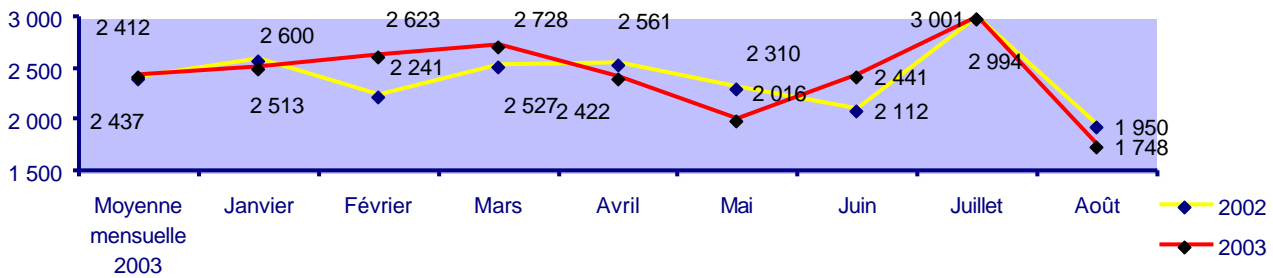
➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« **Un bilan plutôt encourageant en août malgré la baisse des immatriculations d'entreprises au Registre du commerce.** En août, les immatriculations au Registre du commerce accusent une baisse de 10,36%. Elles affichent néanmoins un solde positif de 1,02% au titre des huit premiers mois de l'année 2003, en comparaison avec la même période en 2002. Les dispositions en faveur des créateurs d'entreprises prévues par la loi pour l'Initiative économique, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2003, incitent peut-être déjà les porteurs de projet à créer leur société à responsabilité limitée avec un capital social inférieur à 7 500 euros, seuil auparavant exigé pour créer une SARL. Cette loi devrait soutenir la création d'entreprises à moyen et à long terme. Toujours en août, les jugements d'ouverture de procédures collectives affichent une baisse (-34,34%), et ce, pour le sixième mois consécutif. Cet indicateur positif pour la santé de l'économie parisienne est malheureusement assombri par l'importante hausse de l'endettement social (+121,08%). L'endettement fiscal des entreprises diminue de 21,53% en août, mais reste néanmoins en 2003 supérieur de 5,76% au solde de l'année 2002.

Le greffe au service des entreprises. Le greffe s'est engagé à satisfaire les demandes des entreprises tant en terme d'accueil que de délai dans le cadre de la démarche qualité qu'il a initié en 2002. Le baromètre fait désormais le point de ce nouvel indicateur. En août, les entreprises en création ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,5 jours (1), soit une progression de 0,2 points par rapport à juillet 2003».

(1) La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

➤ **La création d'entreprises en baisse de 10,36% (par rapport à août 2002)**



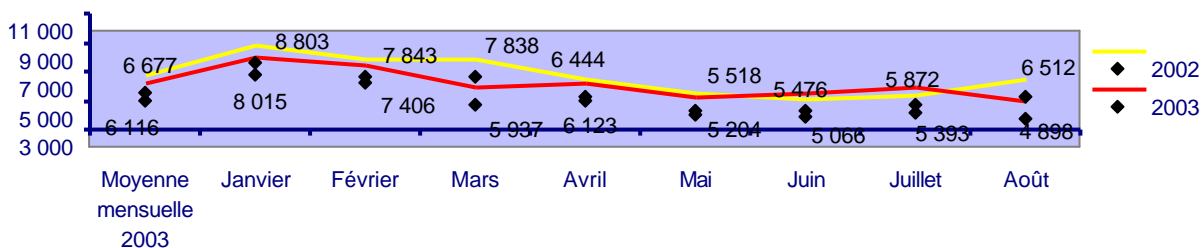
Après deux mois de progression, le nombre d'immatriculations au Registre du commerce et des sociétés subit une diminution de 41,75% en août par rapport à juillet 2003. En comparaison avec août 2002, la baisse s'élève à 10,36%. Les créateurs d'entreprises préfèrent généralement réaliser leur formalité d'immatriculation en juillet ou attendre la rentrée de septembre.

En août, seules les inscriptions de commerçants sont en augmentation (8,97%). Les immatriculations de sociétés commerciales (SA, SARL, SNC, SAS, etc) baissent de 9,19%.

Les dispositions en faveur des créateurs d'entreprises prévues par la loi pour l'Initiative Economique sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2003. Elles ont incité 14 porteurs de projet à créer une société à responsabilité limitée avec un capital social inférieur à 7 500 euros. Ces entrepreneurs sont principalement engagés dans des activités de commerce de gros de matériel informatique, de conception de logiciels, de presse et d'édition. Ainsi que la loi les y autorise, 30% d'entre eux exercent leur activité à domicile.

Depuis le début de l'année, 19 492 entreprises ont été immatriculées, ce qui représente une hausse de 1,02% par rapport aux huit premiers mois de 2002.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 24,79% (par rapport à août 2002), et en baisse de 8,40% par rapport aux huit premiers mois de 2002.**

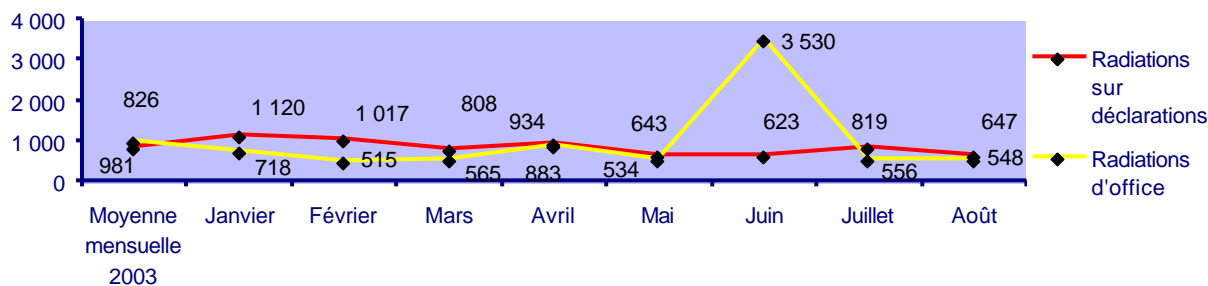


Contrairement à l'an passé, ce poste affiche une baisse en août 2003, soit - 24,88% par rapport à août 2002 et - 16,59% par rapport à juillet 2003.

Pour les huit premiers mois de l'année 2003, 48 931 inscriptions modificatives ont été réalisées, contre 53 417 l'année précédente à la même période, soit une baisse de 8,40%. Cette différence s'explique par les mises en conformité imposées aux entreprises par la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques qui avaient généré un grand nombre de formalités légales en 2002.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

- **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en baisse de 12,09% (- 0,18% par rapport aux huit premiers mois de 2002) ; radiations d'office du Registre du commerce : en baisse de 28,83% par rapport à août 2002 (+33,5% par rapport aux huit premiers mois de 2002)**



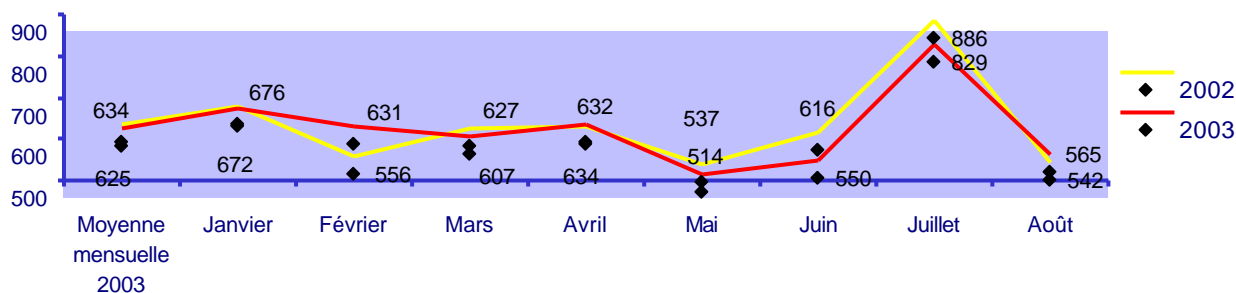
En août, 647 entrepreneurs ont sollicité la radiation de leur entreprise, soit une baisse de 12,09% par rapport à août 2002, et de 21% par rapport à juillet 2003. Au total, 6 611 radiations sur déclarations ont été réalisées depuis début 2003, soit 0,18% de moins que pendant les huit premiers mois de 2002. Le nombre moyen mensuel de radiations sur déclaration s'élève à 826.

Le nombre de radiations d'office réalisées en août 2003 s'élèvent à 548, soit 28,83% de moins qu'en août 2002 et 1,44% de moins qu'au mois précédent. Depuis le début de l'année, le greffe a procédé à 7 849 radiations d'office, ce qui correspond à une moyenne de 981 par mois. Comparé à la même période de 2002, l'on peut observer une hausse de 33,5%.

Depuis début 2003, 14 460 entreprises parisiennes ont été radiées du Registre du commerce, soit 15,68% de plus qu'en 2002 pour la même période.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

- **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en hausse de 4,24% (par rapport à août 2002)**



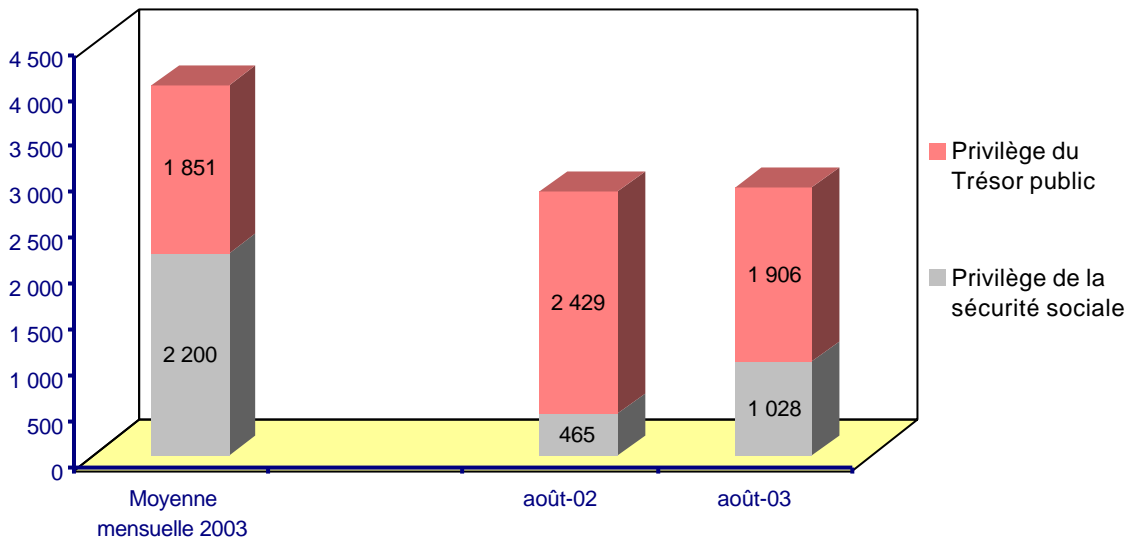
En août les inscriptions de nantissements sur les fonds de commerce et outillage affichent une hausse de 4,24% par rapport à août 2002, mais une baisse de 31,85% par rapport à juillet 2003. L'évolution observée est conforme à celle de l'année précédente.

Les banques et organismes de crédit ont accordé aux entrepreneurs davantage de prêts en août : +4,34% par rapport à août 2002, mais 22,41% de moins qu'en juillet 2003. Ces prêts permettent aux entrepreneurs de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation, etc.

En 2003, 5 002 nantissements de fonds de commerce ont été inscrits au Registre du commerce et des sociétés, soit -1,38% par rapport aux huit premiers mois de 2002. Cette année, 625 inscriptions en moyenne ont été déposées mensuellement au greffe.

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

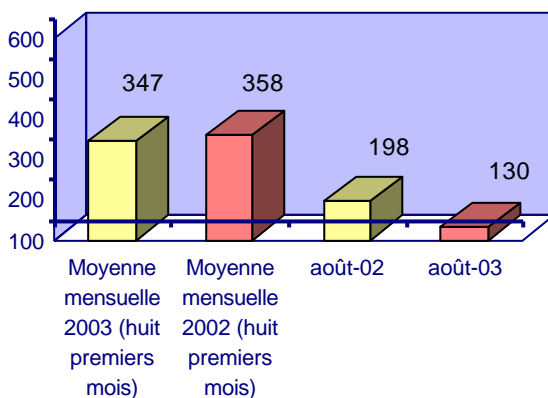
- **Endettement fiscal : en baisse de 21,53% ; Endettement social : en hausse de 121,08% (par rapport à août 2002)**



- En août 2003, le nombre d'**inscriptions de privilèges du Trésor public** présente une baisse de 21,53% par rapport à août 2002. 14 808 privilèges ont été inscrits depuis début 2003, soit 5,76% de plus qu'en 2002 pour la même période.
- En revanche, le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** s'élève à 1 028 en août 2003, soit +121,08% par rapport à août 2002. Les services de la sécurité sociale ont inscrit 17 598 privilèges en 2003 contre 18 744 en 2002 pour la même période, soit 6,11% de moins.

A noter : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement.

- **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en août 2003 (baisse de 34,34% par rapport à août 2002)**



Le Tribunal de commerce a prononcé 130 jugements d'ouverture de procédures collectives ou de liquidation judiciaires en août 2003, soit 34,34% de moins qu'en août 2002 et 28,17% de moins qu'au mois précédent. Depuis début 2003, 2 772 jugements d'ouverture de procédures collectives ont été prononcés, soit une baisse de 2,50% par rapport aux

huit premiers mois de 2002. La moyenne mensuelle des ouvertures s'élève à 347 cette année. En août, les entreprises concernées sont de petites et moyennes structures.

Cette année, en août, exactement le même nombre d'entrepreneurs (127) qu'en août 2002 ont déposé au greffe leur déclaration de cessation des paiements. Le Tribunal prononcera un jugement d'ouverture à l'encontre de ces entreprises dans les semaines qui viennent.

597 salariés au moins (*) ont été directement concernés par les défaillances en août, soit une baisse de 47,21% par rapport à août 2002, et une baisse de 47,81% par rapport au mois précédent.

Les secteurs les plus touchés en août sont ceux de l'immobilier et des services aux entreprises (185 salariés, soit 30,99%) ainsi que de l'industrie hors agro-alimentaire (174 salariés soit 29,15%).

→ **Le passif cumulé global déclaré au greffe en baisse de 31,21% (par rapport à août 2002)**

Le montant du passif cumulé déclaré au greffe au cours du mois d'août s'élève à 47 151 306 €, ce qui représente une diminution de 65,72% en comparaison avec août 2002 et une baisse de 49,73% par rapport au mois précédent. Le passif moyen par entreprise s'élève donc à 349 269 € en août 2003.

Depuis huit mois, le passif cumulé total déclaré au greffe est de 716 291 947 €, soit une régression de 26,40 % comparé aux huit premiers mois de 2002.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

→ **Les entretiens assurés par la délégation de la Prévention**

En août 2003, les juges de la prévention ont entendu 11 chefs d'entreprise, soit 35,29% de moins qu'en août 2002 et 89% de moins qu'au mois dernier. Ces entretiens ont pour but de dresser un bilan de la situation de l'entreprise avec les juges. Ceux-ci orientent les entrepreneurs vers des professionnels susceptibles de les épauler. Depuis janvier 2003, les juges ont accordé 1 307 entretiens, soit 85,39% de plus que pour les huit premiers mois de l'année précédente.

→ **Les dossiers ouverts en août**

Au mois d'août, le service de la Prévention du greffe a détecté 117 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté. Leur dirigeant seront prochainement entendus par les juges de la Prévention de la Prévention.

→ **Le point sur les emplois salariés directement concernés par la Prévention des difficultés en août**

En août 2003, 9 818 salariés ont été concernés par la prévention des entreprises en difficulté, soit 183,10% de plus qu'en août 2002 et 0,75% de moins qu'au mois précédent.

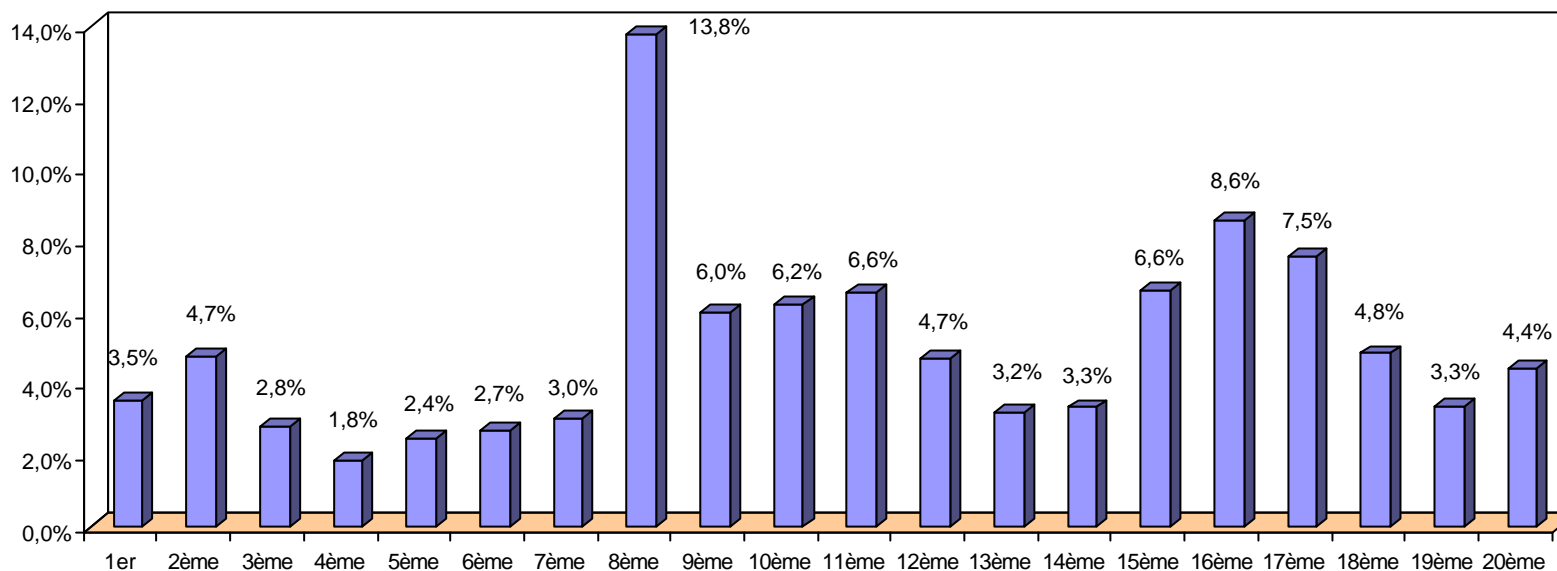
Les secteurs employant le plus grand nombre de salariés sont les suivants : immobilier et services aux entreprises (4 359 salariés, soit 44,40%), transports (1 891 salariés, soit 16,26%) et industrie manufacturière (1 486 salariés, soit 15,13%).

Répartition du stock des entreprises en activité

295 548 entreprises sont en activité dans Paris intra-muros au 31 août 2003, soit une hausse de 0,19% par rapport à **juillet 2003**.

- Les 8^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} arrondissements, qui regroupent 30% des entreprises en activité, gagnent 3,3% par rapport à **juillet 2003**. Tous les autres arrondissements progressent également, mais de façon moins soutenue (exemples : +0,3% pour le 1^{er} et le 7^{ème} ; 0,2% pour le 20^{ème} arrondissement).
- Le 9^{ème} arrondissement qui englobe 6% des entreprises en activité affiche une baisse de 1% (par rapport à **juillet 2003**).
- À l'instar des mois précédents, le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises est toujours le secteur le mieux représenté dans l'économie parisienne, avec 128 229 entreprises, soit 43,39% des entreprises en activité. Ce poste affiche une légère hausse de 0,31% par rapport à **juillet 2003**. En hausse également, le secteur de l'industrie manufacturière qui présente une augmentation de +0,25% par rapport à juillet 2003. Tous les autres secteurs sont en légère hausse (1% ou moins), hormis le secteur des activités financières qui présente une baisse (-1,54%).

➤ *Répartition des entreprises parisiennes par arrondissement (1)*



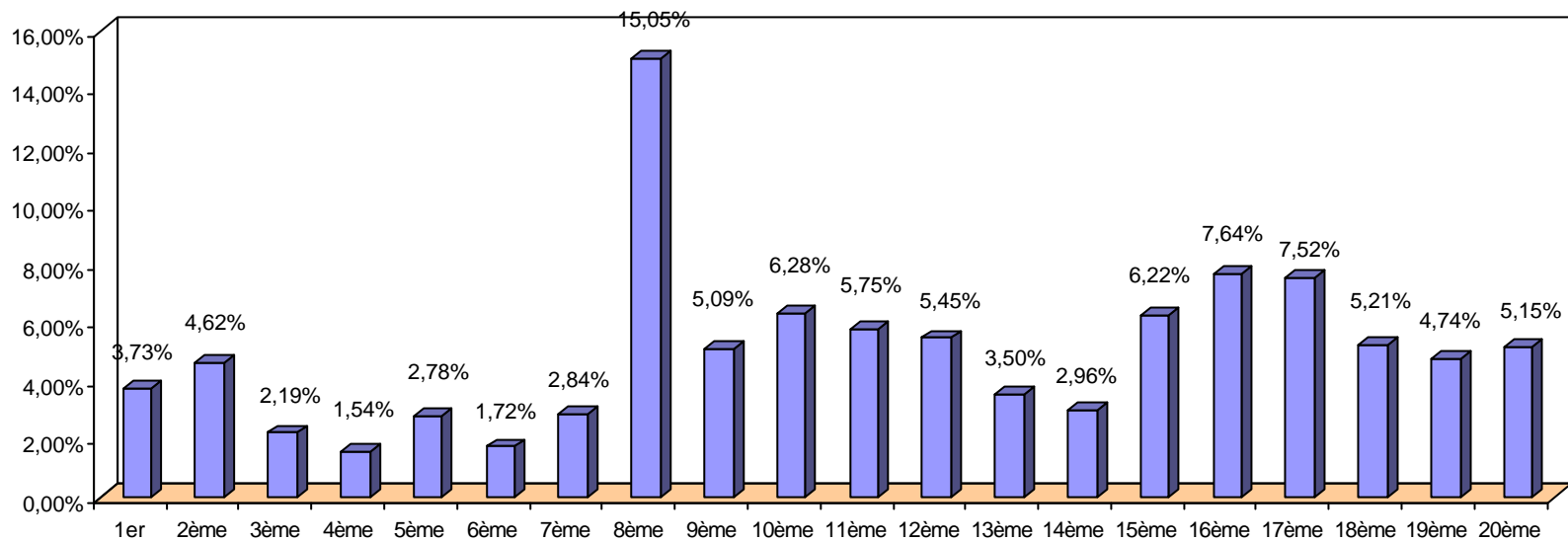
Répartition des entreprises parisiennes immatriculées en août 2003 par arrondissements et par secteurs d'activité

1 775 entreprises nouvelles se sont immatriculées au Registre du commerce parisien en août 2003, soit 41,75% de moins qu'en **juillet 2003**.

➤ **Les tendances :**

- La baisse des immatriculations est généralisée sur tous les arrondissements. En comparaison avec **juillet 2003**, les arrondissements les plus touchés sont le 6^{ème} (-59,72%), le 10^{ème} (-56,56%), le 4^{ème} (-54,38%) et le 14^{ème} (-51,92%).. Dans le 8^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} arrondissements, les immatriculations baissent globalement de 38%.
- Les secteurs les plus importants concernés par la baisse des immatriculations sont la construction (-51,15%), l'immobilier, location et service aux entreprises (-43,99%), les hôtels et restaurants (-42,71%) et l'industrie manufacturière (-41,86%). Ce mois-ci, aucun secteur ne présente une hausse par rapport à juillet 2003.

➤ Répartition des immatriculations d'entreprises par arrondissements (1)



Les entreprises en activité par secteurs et par arrondissements

➤ Répartition des entreprises parisiennes par type d'activité

A	Agriculture, chasse, sylviculture	0,26%
B	Pêche, aquaculture, services annexes (a)	0,003%
C	Industries extractives	0,02%
D	Industrie manufacturière	7,02%
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,03%
F	Construction	5,06%
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	20,69%
H	Hôtels et restaurants	7,13%
I	Transports et communications	1,94%
J	Activités financières	5,42%
K	Immobilier, location et services aux entreprises	45,29%
L	Administration publique (b)	0,003%
M	Education	0,71%
N	Santé et action sociale	0,55%
O	Services collectifs, sociaux et personnels	5,86%
P	Activités des ménages c)	0,0004%
Q	Activités extra-territoriales (d)	0,0004%
	Total	100,00%

(a) 9 entreprises concernées

(b) 9 entreprises concernées

(c) 1 entreprise concernée

(d) 1 entreprise concernée

➤ Répartition des entreprises parisiennes en activité par arrondissement et par secteur

		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}	7 ^{ème}	8 ^{ème}	9 ^{ème}	10 ^{ème}
A	Agriculture, chasse, sylviculture	0,36%	0,37%	0,16%	0,28%	0,24%	0,14%	0,66%	0,23%	0,17%	0,17%
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C	Industries extractives	0,01%	0,00%	0,01%	0,09%	0,00%	0,01%	0,01%	0,05%	0,01%	0,00%
D	Industrie manufacturière	5,88%	13,82%	14,39%	6,64%	6,30%	6,75%	4,77%	4,02%	6,49%	12,49%
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,06%	0,01%	0,03%	0,00%	0,05%	0,00%	0,06%	0,07%	0,03%	0,00%
F	Construction	2,26%	3,22%	2,06%	1,40%	2,41%	1,07%	1,24%	1,94%	3,48%	12,76%
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	20,23%	20,84%	27,31%	24,81%	17,70%	23,70%	14,84%	11,40%	16,17%	23,91%
H	Hôtels et restaurants	9,07%	5,26%	5,84%	11,39%	15,34%	10,02%	5,58%	3,40%	8,83%	8,09%
I	Transports et communications	1,68%	1,37%	1,15%	0,86%	1,85%	0,75%	0,91%	1,69%	2,19%	1,85%
J	Activités financières	4,51%	6,33%	1,60%	2,21%	2,04%	2,59%	3,73%	10,04%	7,41%	1,43%
K	Immobilier, location et services aux entreprises	50,42%	44,24%	41,47%	46,30%	47,78%	49,33%	63,55%	61,50%	48,73%	33,70%
L	Administration publique	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%	0,01%	0,00%
M	Education	0,63%	0,67%	0,85%	0,67%	0,83%	0,76%	0,55%	0,79%	1,06%	0,66%
N	Santé et action sociale	0,27%	0,17%	0,41%	0,43%	0,73%	0,65%	0,55%	0,68%	0,52%	0,23%
O	Services collectifs, sociaux et personnels	4,63%	3,68%	4,73%	4,92%	4,74%	4,22%	3,52%	4,20%	4,90%	4,71%
P	Activités des ménages	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%
Q	Activités extra-territoriales	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%
	Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	0,12%	0,24%	0,12%	0,16%	0,35%	0,59%	0,17%	0,11%	0,16%	0,17%
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,03%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C	<i>Industries extractives</i>	0,01%	0,01%	0,02%	0,02%	0,04%	0,07%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%
D	<i>Industrie manufacturière</i>	11,35%	6,45%	6,68%	6,58%	4,88%	3,43%	5,04%	7,60%	7,61%	9,38%
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	0,01%	0,03%	0,02%	0,03%	0,02%	0,05%	0,02%	0,02%	0,01%	0,01%
F	<i>Construction</i>	7,71%	10,61%	5,72%	6,16%	3,39%	1,75%	4,40%	7,54%	8,20%	15,55%
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	22,24%	20,09%	19,36%	18,29%	16,82%	11,75%	14,94%	27,21%	23,60%	24,78%
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	9,16%	7,55%	9,30%	9,24%	7,16%	3,12%	6,45%	12,00%	8,73%	7,23%
I	<i>Transports et communications</i>	2,29%	2,86%	2,85%	1,88%	1,68%	0,98%	2,05%	3,12%	3,19%	3,61%
J	<i>Activités financières</i>	1,47%	2,49%	1,79%	2,03%	3,73%	4,78%	3,39%	1,14%	1,05%	0,80%
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	38,84%	43,73%	46,66%	47,68%	54,91%	67,75%	57,14%	34,16%	41,12%	33,02%
L	<i>Administration publique</i>	0,00%	0,02%	0,00%	0,00%	0,02%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%
M	<i>Education</i>	0,75%	0,72%	0,85%	0,80%	0,77%	0,55%	0,63%	0,51%	0,81%	0,53%
N	<i>Santé et action sociale</i>	0,45%	0,56%	1,07%	1,06%	0,60%	0,68%	0,57%	0,35%	0,66%	0,50%
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	5,58%	4,63%	5,56%	6,06%	5,59%	4,49%	5,17%	6,24%	4,86%	4,43%
P	<i>Activités des ménages</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Répartition des immatriculations d'entreprises de juillet 2003 par secteurs d'activité et par arrondissements

➤ Répartition des immatriculations d'entreprises par type d'activité (1)

A	Agriculture, chasse, sylviculture	4
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0
C	Industries extractives	0
D	Industrie manufacturière	100
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3
F	Construction	106
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	350
H	Hôtels et restaurants	114
I	Transports et communications	24
J	Activités financières	39
K	Immobilier, location et services aux entreprises	704
L	Administration publique	0
M	Education	7
N	Santé et action sociale	5
O	Services collectifs, sociaux et personnels	76
P	Activités des ménages	0
Q	Activités extra-territoriales	0
	Sans activité déclarée (1)	243
Total		1 775

➤ Répartition des créations par arrondissements et par type d'activité exercée

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	Industrie manufacturière	2	15	3	0	4	3	5	9	3	12
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F	Construction	1	0	2	0	1	1	0	9	4	21
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	10	21	9	11	13	1	6	24	19	24
H	Hôtels et restaurants	5	2	5	1	7	4	3	7	10	11
I	Transports et communications	0	1	0	0	0	1	0	3	0	3
J	Activités financières	0	3	0	0	0	1	0	15	4	0
K	Immobilier, location et services aux entreprises	33	23	9	5	12	13	25	139	32	22
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0
N	Santé et action sociale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
O	Services collectifs, sociaux et personnels	2	4	1	2	3	1	2	12	5	2
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée (1)	8	8	7	7	7	4	6	35	8	11
	Total	63	78	37	26	47	29	48	254	86	106

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	<i>Industries extractives</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	<i>Industrie manufacturière</i>	7	4	4	0	1	4	7	3	2	2
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
F	<i>Construction</i>	8	5	4	4	3	5	4	10	4	17
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	28	18	13	9	17	14	17	24	29	19
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	8	6	7	4	4	2	10	9	5	3
I	<i>Transports et communications</i>	0	5	0	0	1	2	3	1	0	1
J	<i>Activités financières</i>	1	0	0	1	0	5	5	0	0	0
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	28	33	19	17	57	74	62	26	22	27
L	<i>Administration publique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	<i>Education</i>	0	1	0	1	1	0	1	0	0	0
N	<i>Santé et action sociale</i>	0	0	0	0	1	2	0	0	0	1
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	4	4	2	6	4	8	4	1	3	3
P	<i>Activités des ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Sans activité déclarée (1)</i>	13	16	10	8	16	13	13	12	15	13
	Total	97	92	59	50	105	129	127	88	80	87

(1) Activité non déclarée ou en attente d'attribution.